ASSEMBLÉE NATIONALE
QUÉBEC

EXTRAIT DE PÉTITION

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 3 483 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT QUE la politique actuelle du gouvernement affaiblit la première ligne de soins que sont les pharmaciens québécois sans égard aux intérêts pour la population;

CONSIDÉRANT QUE les pharmaciens québécois sont des citoyens à part entière et qu'ils n'ont enfreint aucune loi;

CONSIDÉRANT QUE les pharmaciens québécois ont toujours négocié de bonne foi;

CONSIDÉRANT QUE les pharmaciens québécois évoluent dans une société de droit et qu'ils s'attendent à un traitement juste et équitable;

CONSIDÉRANT QUE les pharmaciens québécois subissent des baisses directes et effectives de leurs honoraires;

CONSIDÉRANT QUE, après plus de 7 mois, le gouvernement n'a toujours pas mis en vigueur la contrepartie à laquelle ont droit les pharmaciens québécois après une juste négociation;

CONSIDÉRANT QUE plus de 1000 emplois ont été perdus dans les pharmacies québécoises en réaction aux coupes imposées par le gouvernement;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, soussignés, demandons au gouvernement du Québec :

- De respecter intégralement l'entente de principe, entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et l'Association québécoise des pharmaciens propriétaires, visant le déplafonnement des allocations professionnelles afin de compenser les ponctions aux honoraires consenties par l'ensemble des pharmaciens propriétaires du Québec;
- Que cette entente ne soit pas neutralisée ou atténuée par aucune mesure, aucun plafond, aucun délai, aucune loi ni aucun règlement direct ou indirect avant une période de rattrapage complet accordée de 3 ans comme le stipule l'entente, permettant aux pharmaciens de maintenir les services et soins de première ligne.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.

Nicole Léger
Députée de Pointe-aux-Trembles

17 mai 2016
Date de signature de l'extrait